

# LA BRETAGNE SOUTIEN SES GREVISTES

La situation a bien changé depuis la fin février où les travailleurs du « Joint » lançaient des débrayages tournants d'une demi-heure trois fois par jour et depuis l'occupation des locaux décidée le 13 mars. Le refus de négocier de la lointaine direction parisienne, le soutien inconditionnel au patronat de choc de la justice de classe locale ordonnant le 15 mars l'évacuation des locaux et l'intervention des forces de police ont affermi la volonté des travailleurs du « Joint » et développé la solidarité autour d'eux. Depuis la semaine dernière 13.000 personnes sont descendues dans la rue à Saint-Brieuc ; même en mai 1968 cela ne s'était pas vu. La direction par préfet interposé a tenté de rompre le mouvement en faisant de « nouvelles propositions » ridicules par rapport à la revendication des 0,70 F de l'heure pour tous.

Un meeting rassemblant environ 600 travailleurs du « Joint » s'est tenu devant l'usine. Ils ont répondu par un refus de voter à ce qui n'était qu'une nouvelle provocation délibérée.

## Un test pour le patronat

Parallèlement la direction agite le chantage à la fermeture. Personne ne croit plus à cet épouvantail à moineaux, même le préfet la dément devant les organisations syndicales. Mais en tout cas, cela prouve que les patrons sont prêts à brandir toutes les menaces propres à casser la lutte.

Elle ne veut pas entendre parler de négociations, elle ne veut pas céder. Car il s'agit d'un test pour le patronat français. La CGE (Compagnie Générale Electrique) a d'éminents représentants au sein du CNPF : Ambroise Roux et Huvelin. Le patronat sait bien qu'actuellement de nombreuses grèves longues et dures se développent, alors il lui faut tenir. Il pense qu'en ne cédant pas, en cassant le mouvement au « Joint » il bloquera, au moins partiellement, les velléités des autres travailleurs. C'est une épreuve de force engagée dans le cadre de la lutte de classe.

Les travailleurs du « Joint » en sont d'ailleurs conscients quand ils manifestent en criant : « La lutte du « Joint » est celle de tous les travailleurs. » « On a perdu six semaines de salaire et la prime de fin d'année, on ne reprendra pas avec des broutilles », dit une femme au sortir de la délégation syndicale de la préfecture. Cette phrase résume assez bien l'état d'esprit des grévistes. Le slogan n'est plus nous voulons nos 70 centimes, mais nous aurons nos 70 centimes.

## Le soutien régional et municipal

Mais ce n'est plus seulement la lutte des travailleurs du « Joint » contre leur direction qui est en cause, c'est la lutte de Saint-

Brieuc et de toute la Bretagne contre les conditions de salaire et d'emploi (17<sup>e</sup> rang des salaires sur 21 régions françaises).

Lorsque les manifestations traversent la ville, la population sort pour applaudir les grévistes et les accompagne pendant un bout de chemin. Elle participe à la lutte avec ses propres moyens.

Les quêtes se multiplient à Morlaix, à Paimpol, à Brest ou à Quimper. 25 millions d'anciens francs ont été recueillis. Les paysans fournissent en grande quantité les denrées alimentaires. Au travers de leur soutien aux grévistes ils sentent confusément que c'est l'avenir d'une région qui

est en cause car si le patronat gagne là, pourquoi ne gagnerait-il pas ailleurs.

Le soutien apporté par la municipalité de Saint-Brieuc pèse aussi dans la balance. Le conseil municipal dirigé par notre camarade Le Foll démontre dans les faits la signification d'une municipalité au service des travailleurs. Elle a décidé d'attribuer aux familles des grévistes de Saint-Brieuc une aide financière s'échelonnant de 130 F à 300 F suivant les ressources. En outre les enfants sont admis gratuitement à la cantine pendant une durée égale à celle de la grève. Elle lance des appels de soutien à la population et est présente à toutes les manifestations.

## La C.G.T. boulet

L'action menée par les organisations politiques et syndicales, met concrètement en évidence les retombées de leur stratégie, notamment pour le PCF et la CGT. Cette dernière a tenté par tous les moyens de freiner le mouvement et d'empêcher le démarrage de la grève illimitée. Et l'on passe d'ailleurs plus de temps à dire qu'il ne faut pas céder aux provocations gauchistes (au « Joint » on se demande lesquelles) qu'à avancer des propositions concrètes. Quant au PCF il fait la première page de son journal régional sur le référendum et accorde au « Joint » une colonne en deuxième page pour expliquer lui aussi qu'il ne faut pas céder aux provocations. Plus grave, sans doute, la CGT bloque par tous les moyens l'extension du conflit. A l'usine de Bezons, lorsque huit travailleurs du « Joint » sont refoulés, elle ne proteste même pas. Malgré tout sa section locale débordée est bien forcée de suivre tant bien que mal, mais c'est un boulet que traîne la CFDT. Cette centrale est l'un des moteurs les plus importants de l'action. Elle est majoritaire à Saint-Brieuc et les travailleurs lui font confiance. On sent toute la différence avec la CGT lorsque Le Faucheur, secrétaire de l'UD, termine son intervention au meeting du jeudi 20 en disant « puisque le préfet n'a rien à nous proposer, puisqu'il rejette les propositions de vos délégués, c'est tous ensemble que nous devons aller à la préfecture ». Le secrétaire CGT tente bien d'intervenir ensuite mais c'est dans l'indifférence d'une foule organisant son cortège.

## Rompre l'isolement

Le problème est maintenant de savoir ce qui va se passer. Nous ne savons pas quelle sera la situation lorsque vous lirez ce numéro de « TS ». Ce que nous savons, c'est qu'il faut essayer de se donner les moyens de continuer jusqu'à la victoire.

Les militants de la Ligue Communiste et du PSU se sont organisés dans le comité de soutien (avec entre autres le CDJA et la FDSEA). La situation est actuellement bloquée. Des jeunes travailleurs rencontrés au foyer se demandent s'il ne faut pas réoccuper l'usine et en chasser les CRS. A l'UD-CFDT, les travailleurs cherchent les moyens de durcir l'action « Si on ne fait pas du bruit on n'est pas écouté ». Une chose est certaine, cela ne peut plus rester comme cela sous peine de pourrissement. Il faut tout d'abord que la solidarité se développe encore afin qu'ils puissent tenir financièrement. Il faut aussi qu'à la CGE les travailleurs sachent qu'ils seront les premiers à subir les retombées d'une défaite à Saint-Brieuc. Pour eux le problème se pose moins en solidarité qu'en terme de lutte avec les grévistes.

La victoire de leur propre revendication passe par la victoire des grévistes de Bretagne.

Alain Rannou ■



Elie Kagan